TICKET DES REPUBLICAINS.

POUR GOUVERNEUR,

J. B. DAWSON.

POUR SENATEUR,

BERNARD MARIGNY.

POUR LE CONGRES,

Premier District—CHS. GAYARRE,

Troisième District—**J. WALKER.**

L'ABEILLE.

IMPRIME' ET PUBLIE', TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 4 JUIN 1834.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orleans, 4 juin.

ASSEMBLEE REPUBLICAINE.

Les citoyens des différens districts de la cité qui ont qualité pour voter, et qui sont favorables à l'élection du juge J. B. DAWSON, à la place de Gouverneur de cet Etat, sont invités à se réunir samedi prochain, 7 du courant, à 7 heures du soir, dans la salle de M. J. Davis, rue d'Orléans.

Il n'y a que les amis de M. Dawson qui soient invités à cette réunion.

Les amis de **M. White se sont empressés de faire insérer**, dans les gazettes de leur parti, le discours de leur candidat ; mais ayant sans doute augmenter le nombre de ses adhérens, loin de nous plaindre de cette publicité, nous y voyons, quant à nous, un moyen sûr de faire réfléchir les amis du pays sur le degré d'estime qu'ils doivent accorder aux capacités administratives, comme aux opinions politiques d'un tel homme. En effet, quel résultat peut amener, pour la Louisiane, la stérile éloquence dont il s'est avisé de faire parade au Congrès ! en connaît-on mieux les ressources du pays ? en apprécie-t-on mieux la situation des choses ? en a-t-on acquis la moindre lumière sur les moyens de parer aux inconvéniens de la crise actuelle, ou seulement sur les causes de cette crise qui sont l'objet d'une controverse si animée entre les deux partis régnans. Nous n'y trouvons que peintures hyperboliques sur les avantages naturels de la Louisiane ; exagérations obséquieuses sur ses ressources commerciales ; mais, rien de neuf, rien de saillant sur ses rapports obligés avec les autres états ; rien de rassurant sur les opinions des masses. Il s'efforce, au contraire, de ramener toute question, tout intérêt, vers la Banque des E. U. L'attaque faite contre cette institution, semble décisive à ses yeux, et sans se donner la peine de combattre aucun des argumens puissans sur les quels le gouvernement général a fondé cette attaque, il s'écrie : " C'est une Banque, " une Banque Nationale, que le peuple demande, *et qu'il obtiendra tôt ou tard.*" Et c'est au nom du peuple de la Louisiane, que M. White tranche d'une façon si péremptoire une question qui exigeait d'être approfondie ; une question sur laquelle il fallait du moins offrir quelques aperçus financiers, ou quelques raisons spécieux ! Il prétend parler au nom du peuple de la Louisiane ; et c'est la voix d'une coterie qu'il fait entendre ! C'est un thème tout fait, qu'il débite, au sein d'une assemblée nationale ; et cette pétition, sur laquelle il se fonde pour discourir ; cette petition qu'il donne comme le résultat d'une assemblée du peuple, se réduit à l'expression de l'opinion de quelques individus.

C'est M. White lui-même qui l'avoue ; et, bien qu'il soit de notoriété que la chétive assemblée en question n'a jamais pu s'intituler une assemblée du peuple, c'est aux expressions mêmes de l'orateur que nous nous référons : " quant au nombre précis, je ne prétends pas, dit-il, en être correctement informé..... Quant au caractère, et aux qualités sociales, morales et politiques, de ceux qui composaient l'assemblée, je crois inutile d'en faire l'éloge. N'est-ce pas une démission que de donner comme une assemblée du peuple celle dont tous les individus lui sont assez connus pour qu'il en réponde explicitement ? Le peuple ne consiste donc, pour M. White, que dans le parti de la Banque ; et dès lors, quel cas doit on faire de cette sortie menaçante : "C'est une banque que le peuple demande, il l'obtiendra tôt ou tard !" Nous avions déjà fait ressortir l'opinion excentrique de M. White ; mais nous n'en pouvions donner une démonstration plus convaincante que ses discours. Une assemblée de quelques individus faisant partie de l'oligarchie financière, est pour lui l'assemblée du peuple, et ce qu'elle veut, le peuple doit le vouloir ! Mais, a-t-il bien réfléchi, l'orateur, sur le compte qu'il aurait à rendre au peuple, du mépris qu'il affecte pour la majorité ? a-t-il calculé la puissance de la raison sur les masses ; et n'a-t-il pas prévu, cet homme d'état, qu'avant de se laisser entraîner dans le parti de la Banque, le peuple, le vrai peuple, exigerait qu'on lui démontrât clairement que le gouvernement général, que le président lui-même, s'étaient effrayés d'un danger idéal en considérant la Banque des E.-U., et toute banque nationale, comme subversives de nos institutions ? Nous chercherions envain, dans le discours de M. White, rien qui pût nous rassurer sur ce point ; rien qui pût infirmer les allégations du gouvernement. Instrument servile du parti de la Banque, c'est par une pétition de principe que M. White s'en tire ; en parlant de la crise occasionnée par la Banque des Etats-Unis, c'est une banque nationale qu'il invoque comme remède au mal !

Le peuple, dont M. White fait si peu de cas, ce peuple qui ne consiste pas tout entier dans le parti de la banque ; ce peuple qui raisonne, a senti déjà que le gouvernement devait avoir eu de bien grands motifs pour attaquer de front une corporation formidable. Il a senti que c'était parceque'elle était formidable, parcequ'elle menaçait de le devenir chaque jour davantage, que le gouvernement général s'était prononcé contre elle ; et qu'il était resté impassible au sein de l'orage qui éclatait de toute part. Le peuple s'est dit que les hommes d'état, préposés à la conservation des institutions qui nous régissent, n'auraient pas, sans des causes graves, hasardé la prospérité commerciale du pays, ni excité le mécontentement général. Si donc les raisons qui ont autorisé le président à se roidir contre l'opinion, et à insister sur une mesure réputées violente ; ne doivent elles pas, ces mêmes raisons, être victorieusement combattues avant qu'il soit permis de dire : le peuple demande une banque, il l'obtiendra tôt ou tard ! C'est pourtant le langage impératif avec lequel s'énonce M. White, sans avoir le moins du monde abordé le fond de la question ! Il évite même à dessein de parler du retrait des fonds du gouvernement, il le traite même de subsidiaire ; considérant sans doute les conséquences de cette mesure comme devant être bien plutôt attribuées aux intrigues des partisans de la banque, qu'à la mesure même C'est pourtant sur le discours de M. White, que ses adhérens ont compté pour le présenter comme un homme d'état ; c'est pour avoir débité l'élucubration que nous avons lue dans plus d'un journal, qu'on l'élève au dessus de tous ses compatriotes ! Qu'a-t-il dit pourtant d'utile ou de rationnel ? Rien.

Consolons nous donc, nous qui reconnaissons dans J. B. Dawson une raison solide, de ne le pas voir prodiguer les trésors de son éloquence ; consolons-nous de ne le pas voir décerner l'ovation de la tribune, par des admirateurs moins que ceux qui prétendent nous faire admirer M. White. Contentons nous d'un esprit solide, d'un patriotisme éprouvé, et sans doute un jour qui n'est pas éloigné, verra peut-être Dawson nommé le plus digne de gouverner un état où la raison va simplement toute forte que l'intrigue des partis.

NOUVELLES D'EUROPE
TRES-IMPORTANTES ! !

Troubles à Paris, à Lyon et à Bruxelles—Massacre de 600 individus à Lyon—Bruits de l'entrée des Autrichiens en Suisse—De la marche des troupes allemandes sur les frontières de France —D'un mouvement révolutionnaire à Madrid ! ! !

Nous avons reçu hier des journaux de Philadelphie du 20, annonçant l'arrivée à New-York, de deux navires du Hâvre ; ils ont apporté des nouvelles de la plus haute importance. Afin de pouvoir les donner toutes, nous avons omis plusieurs avis.

La révolution vient de recommencer à Paris. Les scènes semblables à celles qui ont eu lieu en Juillet 1830, et en Juin 1832, viennent de se renouveler : on en trouvera les détails dans nos colonnes de ce jour. Quelqu'en soit le résultat, Louis Philippe ne pourra rester long-tems sur un trône qu'il a rougi avec le sang du peuple.

Le *National* de Paris, annonce le bruit de l'entrée des Autrichiens en Suisse ; l'envoi de troupes de la Confédération-Germanique sur les frontières du Nord de la France ; et un mouvement révolutionnaire qui aurait eu lieu à Madrid, dans la soirée du 7 mars.

New York, 17 *mai.*

DERNIERES NOUVELLES DE FRANCE.

Par le navire *Turbo*, arrivé Samedi, nous avons des papiers du Havre et de Paris jusqu'au 9 du mois dernier.—Nous trouvons que notre ministre, M. Livingston a eu une entrevue avec le roi, le 5. Le général Lafayette était encore sérieusement indisposé.

Les journaux de Paris s'expriment amèrement contre le nouveau ministère. La Gazette de France dit : " la nomination de M. Persil peut être regardée comme une déclaration de guerre contre la presse et le jury, aussi bien que les autres choses. Le National dit : M. Persil était l'homme du bill pour supprimer les associations ; c'était le ministre qu'il fallait pour mettre la loi à exécution. Le nouveau ministère s'appelle déjà par tout, le ministère Persil. Il suffit pour le perdre dans l'opinion de tout le pays, de lui donner le nom qui lui appartient réellement, le seul nom qui le caractérise et l'ait par quelques actes de violence auxquels Louis-Philippe lui-même n'aurait pas eu recours